

ANALYSES - FÉVRIER 2018



**ECONOMIE ET GESTION À L'UNIVERSITÉ :  
LE TEMPS DE LA TRANSITION ?**



**FUCID**

FORUM UNIVERSITAIRE  
POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT

*À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant.e.s du monde associatif, les citoyen.ne.s du Nord et du Sud et des enseignant.e.s/chercheur.se.s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.*

Analyses février 2018

FUCID asbl, Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur

Tél. : +32 (0)81 72 50 88

Fax : +32 (0)81 72 50 90

fucid@unamur.be • [www.fucid.be](http://www.fucid.be)

## ECONOMIE ET GESTION À L'UNIVERSITÉ : LE TEMPS DE LA TRANSITION ?

Ces dernières années ont été marquées par l'émergence d'une prise de conscience, de l'urgence écologique et sociétale et du besoin d'un rapide changement de paradigme dans notre gestion de la planète. Celle-ci émerge à différents niveaux dans la société, du local à l'international. C'est une question qui sort du cadre activiste habituel, et qui prend une place de plus en plus importante dans différentes sphères de la société - politique<sup>1</sup>, économique<sup>2</sup> et spirituelle<sup>3</sup>. Nous sommes donc conscient·e·s, aujourd'hui plus que jamais, que nos modes de vie poussent la planète aux limites de son renouvellement naturel<sup>4</sup> et que nous devons apprendre à vivre en harmonie avec elle, dans le souci de la préservation de la diversité des espèces et des ressources naturelles. Des initiatives citoyennes ont vu le jour aux quatre coins du monde, notamment dans plusieurs universités<sup>5</sup>, qui repensent la façon dont on enseigne les sciences économiques et de gestion pour préparer les étudiant·e·s à devenir des acteur·rice·s « responsables » dans l'ère « Anthropocène ». Levier d'action fondamental, l'université se laisse ainsi percuter par des logiques citoyennes en vue de contribuer à la construction d'un monde soutenable et plus juste.

Afin de promouvoir l'égalité climatique, terreau d'une meilleure redistribution des richesses et garante de justice et de paix, il est indispensable que l'éducation supérieure soit au centre de cette réflexion. Le projet « Ignace en transition » mené par le département de gestion de l'Université de Namur, en collaboration avec la FUCID et « Tout Autre Enseignement Supérieur », s'inscrit dans cette réflexion, et vise à repenser son offre de formation, mais aussi plus largement l'environnement de travail au sein de la faculté.

L'objectif : préparer les étudiant·e·s à un autre management, humaniste, solidaire, ouvert sur le monde, conscient des enjeux écologiques et sociétaux actuels. Il convient dès lors d'identifier collectivement des mesures concrètes, applicables à différentes échelles, en accord avec les valeurs du mouvement de la Transition, mené par les idées de Rob Hopkins.

Tel était le pari de la table ronde « Economie et gestion à l'université : le temps de la Transition ? »<sup>6</sup>, organisée à Namur, en février, dans le cadre de la semaine d'actions Tout Autre Enseignement Supérieur 2018<sup>7</sup>. Des intervenant·e·s<sup>8</sup> issu·e·s de différents horizons – société civile, monde politique et milieu académique – ont ouvert le débat.

1 Les Objectifs de développement durable des Nation Unies, les accords de Paris lors de la COP21...

2 Prenons comme exemple le développement des circuits courts, ou de labels garantissant origine biologique d'un produit.

3 François (2015), « Lettre encyclique Laudato si : La sauvegarde de la maison commune » ; <https://www.theguardian.com/environment/2015/oct/20/dalai-lama-says-strong-action-on-climate-change-is-a-human-responsibility>

4 WWF (2016), « Living Planet Report 2016 : Risk and resilience in a new era » ; Donella Meadows, Jorgen Randers et Dennis Meadows (2004), « Limits to Growth: The 30-Year Update » ; Jean Gadrey (2016), « La crise écologique exige une révolution de l'économie des services ».

5 Telles que par exemple à la Columbia University (Master en « Sustainability Management ») à la Solvay Business School (Programme mindful leaders), à l'Ecole de Management de Grenoble (La Chaire Mindfulness, Bien-être au travail et Paix économique), à l'Ecole Centrale de Lyon, ou encore à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve (Mineur en développement durable)...

6 Pour revoir la table ronde : <https://www.youtube.com/watch?v=6CxNSnRIQjU&t=54s>

7 <https://www.toutautrechose.be/taes-semaine-2018>

8 Aline FARES, ex-Dexia, ex-Finance Watch, conférencière, auteure, militante, co-initiatrice du laboratoire « Désensorcelier la finance » et de la campagne « Belfius est à nous » ; Philippe LAMBERTS, Député européen, co-chef de file des Verts/ALE au Parlement Européen ; Thanh NGHIEM, ex-partner chez McKinsey, conférencière, fondatrice d'Angenius et co-signataire du « Manifeste du crapaud fou » ; Mathieu SAUVENIER, représentant de Rethinking Economics Belgium ; Isabelle CASSIERS, professeure d'économie à l'Université catholique de Louvain ; Annick CASTIAUX, Vice-Rectrice à l'Enseignement et professeure de gestion à l'Université de Namur ; Benoît DECERF, professeur d'économie à l'Université de Namur.

Ce panel d'expert·e·s varié, grâce aux expériences individuelles de chacun·e et à la vision unique que celles-ci leur donnent sur le monde, a élargi nos perspectives sur les grands défis auxquels nous sommes confronté·e·s aujourd'hui.

L'échange a permis (i) d'identifier, à partir des réalités de terrain, les défis majeurs auxquels nous devons faire face aujourd'hui dans l'enseignement des sciences économiques et de gestion à l'université, ainsi que (ii) de proposer certaines pistes de solutions à mettre en place afin de renouveler le cursus universitaire pour faire face à ces défis et répondre aux attentes des citoyen·ne·s.

- (i) Cette discussion a mis en exergue les enjeux d'une ampleur globale pour notre planète et pour nos sociétés.
  - a. L'urgence du défi écologique est soulignée par tous les intervenant·e·s. La soutenabilité de la planète est mise en danger par nos modes de vie, il est donc indispensable d'affronter ce problème dans l'optique de la survie de l'espèce humaine.
  - b. La question des inégalités et de la redistribution des richesses paraît tout aussi urgente. Il faut comprendre les rapports de forces qui font qu'une minorité de la population s'accapare la majorité des ressources.<sup>9</sup> Il s'agit d'une question politique, qui doit être mise en avant pour tendre vers la justice sociale.
  - c. Nous sommes aussi confronté·e·s au défi du choix des technologies. Dans un contexte incertain, dans un monde où les technologies évoluent de plus en plus rapidement et où se développe l'utilisation des intelligences artificielles,<sup>10</sup> il s'agit d'un choix politique qui aura une influence considérable sur nos vies.
  - d. La diffusion de « Fake News » et l'utilisation des « Big Data » dans une ère de « post-vérité » nous mettent face à un défi démocratique : dans une époque où nous ne vérifions plus nos sources d'informations (et où nous considérons des opinions comme vraies), notre capacité à nous informer, donc à juger, est mise à l'épreuve. Dans ce contexte, l'opinion publique peut facilement être manipulée afin d'instaurer un sentiment d'insécurité, de peur de l'avenir, qui renforce les replis identitaires et offre des boulevards aux discours populistes simplificateurs.<sup>11</sup>
  - e. L'université, en tant qu'acteur social, doit maintenir son indépendance et résister aux pressions qui la réduiraient à devenir un instrument au service des intérêts de grandes entreprises qui la financent.
  - f. Les autres défis qui ont émergé lors de la discussion sont directement liés à l'enseignement de ces matières.
  - g. Nous déplorons aujourd'hui un manque de pluralisme dans les cours, qui freine le développement de l'esprit critique et ne permet pas aux étudiant·e·s de s'approprier suffisamment d'outils pour appréhender le monde qui les entoure d'une manière réaliste.
  - h. Les cours sont donnés en « silos », de façon indépendante et sans liens entre les différentes matières. Ceci limite la capacité des étudiant·e·s à affronter la complexité des problématiques auxquelles ils·elles sont confronté·e·s sur le terrain.
  - i. La question du sens est trop souvent mise de côté. Quel est le sens des activités économiques ? Quelle est la fonction d'une banque ? Du secteur financier ? Nous sommes

9 Pour plus d'informations : Oxfam (2018), «Partager la richesse avec ceux qui la créent ».

10 [http://www.ulyces.co/antoine\\_coste\\_dombre/en-2040-les-robots-pourraient-etre-capables-de-prendre-le-pouvoir-democratiquement/](http://www.ulyces.co/antoine_coste_dombre/en-2040-les-robots-pourraient-etre-capables-de-prendre-le-pouvoir-democratiquement/)  
<https://www.nytimes.com/2016/12/14/magazine/the-great-ai-awakening.html>  
<https://www.theguardian.com/technology/2016/dec/04/google-democracy-truth-internet-search-facebook>  
Taewoo Nam (2016), « A tool for liberty or oppression? A cross-national study of the Internet's influence on democracy ».

11 Cédric Villani et Than Nghiem (2017), « Manifeste du crapaud fou » ;  
Eli Noam (2017), « How the internet got Donald Trump elected » ;  
<https://www.theguardian.com/news/2018/mar/17/cambridge-analytica-facebook-influence-us-election> .

confronté·e-s à plusieurs questions qu'il faut affronter de manière critique... et qui font souvent défaut dans le cursus.

- j. L'agent·e rationnel·le<sup>12</sup> est au cœur des théories économiques enseignées. Or, caractériser des comportements de « rationnels » comporte le risque de justifier des comportements immoraux. Prenons par exemple un·e assassin et un·e médecin qui utiliseraient une même substance pour leurs buts respectifs. Selon cette logique, l'utilisation par l'assassin·e se justifierait par rapport à celle du·de la médecin si celle-ci lui donne une utilité (ou un gain monétaire) supérieure. « *Le nuisible (moral) peut être beaucoup plus utile (au sens économique) que l'utile (au sens moral)* » (J.-J. Goux), et la frontière entre le rationnel et le raisonnable disparaît.<sup>13</sup>
- (ii) Face à l'ampleur de ces défis, nous avons identifié collectivement, lors de la table ronde, des pistes de solutions visant à renouveler l'enseignement et contribuer ainsi au changement structurel dont la société a besoin :
  - a. Il est indispensable de recentrer la question écologique, pour qu'elle occupe une place de choix dans le cursus universitaire. Il serait utile d'analyser la question sous différents prismes d'études, afin de donner aux étudiant·e-s des outils pour se représenter une réalité complexe.
  - b. Un pluralisme épistémologique<sup>14</sup>, ainsi qu'une approche interdisciplinaire, permettraient aux étudiant·e-s de développer leur esprit critique, pour qu'ils-elles soient capables de se positionner en tant que citoyen·ne-s responsables et remettre en cause des modèles théoriques dépassés, basés sur les expériences de grandes entreprises et qui ne donnent qu'une vision partielle (et orientée) de ce qu'il se passe sur le terrain.<sup>15</sup>
  - c. Confronter les étudiant·e-s aux réalités de terrain, à des initiatives citoyennes telles que les coopératives, les monnaies locales, l'économie collaborative... les ouvrirait aux alternatives possibles au système dominant. Des liens pourraient être renforcés avec le milieu associatif afin d'analyser avec lui les avantages et limites de ces initiatives.<sup>16</sup>
  - d. Un cours de thermodynamique pourrait être intégré au programme, pour que les étudiant·e-s puissent se rendre compte des limites physiques de la planète.<sup>17</sup>
  - e. Proposer de nouvelles approches pédagogiques, telles que les classes inversées, l'utilisation de techniques de votes, le développement de podcasts, le recours aux MOOCs (portails de cours en ligne), le « Learning by doing », etc., présenterait l'avantage de créer un environnement d'apprentissage collaboratif au sein de l'université et améliorerait la capacité de l'étudiant·e à résoudre les problèmes de façon opérationnelle, dans la pratique.

---

12 Dans la théorie économique, l'agent·e rationnel·le est un·e individu (égoïste) qui, en tenant compte de l'information dans son environnement (les prix, ses préférences, ses revenus...) est capable de maximiser sa satisfaction personnelle ou son « utilité » (terme qui, dans la théorie économique dominante, s'associe de manière erronée au simple gain monétaire).

13 Claude Mouchot (2001), « La théorie économique dominante: une représentation fautive et immorale de la société ».

14 Qui prenne en compte d'autres perspectives d'études, telles que celle de l'économie post-keynésienne, l'économie écologique, le marxisme, l'école autrichienne, l'économie des conventions...

15 Rethinking Economics (2016), « UK Manifesto for Curricular Reform ».

16 Delphine Masset et Eric Luyckx (2014), « L'économie collaborative, une alternative au modèle de la compétition » ; Damien Demailly et Anne-Sophie Novel (2014) ; « Économie du partage : enjeux et opportunités pour la transition écologique » ; Thomas Puschmann et Rainer Alt (2016), « Sharing Economy ».

17 Nous retrouvons une idée semblable chez les penseur·se-s de la « décroissance » (tel·le-s que Serge Latouche), qui s'inspirent de la théorie « bioéconomique », développée dans les années 70 par l'économiste Georgescu-Roegen. La thermodynamique rend compte selon lui de l'interaction entre les processus biologiques ou économiques, et l'environnement matériel. Le concept d'entropie lui semble crucial pour comprendre la nature du processus économique. En stipulant que l'entropie d'un système fermé ne peut que croître, la seconde loi de la thermodynamique révèle la dimension irréversible du processus économique qui tend à dissiper les ressources matérielles et énergétiques sur lesquelles se fonde la prospérité des sociétés modernes.

Pour que ces pistes de solution se concrétisent et se répandent, l'université, en tant qu'acteur social, doit maintenir son indépendance vis-à-vis des grandes entreprises et recevoir un financement public suffisant pour mener à bien sa mission.

Les défis de la Transition sont nombreux et complexes, il est indispensable que l'université puisse préparer au mieux les citoyen·ne·s à y faire face. Les pistes évoquées ci-dessus constituent une première étape. Si elles n'apportent qu'une réponse partielle face à la complexité des défis à surmonter, elles présentent l'avantage d'être applicables à court et moyen terme, via la mise en place de groupes de travail destinés à repenser la place des questions écologiques et sociales au sein des programmes, à développer une approche interdisciplinaire et pluraliste et à élaborer des stratégies d'action.

Pour confronter les étudiant·e·s à la diversité des réalités de terrains, à travers un apprentissage théorique et pratique, des synergies entre les milieux académique et associatif pourraient être renforcées. Ce type de partenariat contribuerait aussi à diversifier les pédagogies.

La FUCID et ses partenaires invitent l'université à prendre sa part de responsabilité en formant les étudiant·e·s à devenir les décideur·se·s responsables de demain. La société en a grand besoin, et le temps presse...

**Federico Didonè**  
*Volontaire à la FUCID*



